ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 17 novembre 1971, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les titres II et V du livre I du Code civil, les articles 264 et 362 du Code pénal et les articles 1384 et 1385 du Code judiciaire", a donné le 23 mars 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e november 1971 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de titels II en V van het eerste boek van het Burgerlijk Wetboek, van de artikelen 264 en 362 van het Strafwetboek en van de artikelen 1384 en 1385 van het Gerechtelijk Wetboek", heeft de 23e maart 1972 het volgend advies gegeven :

Le projet a essentiellement pour objet de supprimer :

- l'intervention des témoins lors de l'établissement des actes de l'état civil, sauf pour les actes de mariage ainsi que pour les actes de naissance et de décès survenus à bord de navires et d'avions;
- l'interdiction faite au mari et à la femme d'être témoins dans un même acte;
- les publications de mariage.

Il comporte en outre diverses modifications d'ordre technique ou de pure forme. Il appelle les remarques suivantes.

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Actuellement, dans les communes les plus peuplées, les déclarations de naissance ou de décès ne sont plus reçues par l'officier de l'état civil mais par un employé. L'officier public, par une signature apposée ultérieurement, atteste officiellement l'exactitude de déclarations qu'il n'a pas reçues. Le projet maintient l'obligation pour l'officier de l'état civil de recevoir personnellement tous les actes.

.../...

Une solution qui permettrait d'éviter que se perpétue cette contradiction entre la loi et la pratique consisterait à prévoir la faculté de déléguer à certains fonctionnaires de l'état civil le pouvoir de recevoir certains actes. Pareille délégation est déjà prévue par l'article 45 du Code civil pour la délivrance des extraits.

II.

Certains articles du projet modifient chacun plusieurs articles du Code civil. Il y a lieu de consacrer un article distinct à chaque disposition, sauf dans le cas où le texte proposé groupe certaines abrogations.

En outre, il conviendrait d'introduire dans le projet les dispositions des articles 5, 6 et 7 de la loi du 16 août 1887 apportant des modifications à quelques dispositions relatives au mariage. Ces articles s'insèrent logiquement dans le Code civil, et l'absence de texte néerlandais est une raison supplémentaire de les introduire dans le projet.

Le Conseil d'Etat propose à la fin de l'avis un projet de texte qui tient compte de ces observations.

III.

Eu égard au fait que certains articles du projet contiennent chacun des modifications à plusieurs articles du Code civil, il a paru préférable, dans un but de clarté

.../...

de grouper les observations, non selon les articles du projet, mais suivant l'article du Code civil, du Code pénal ou du Code judiciaire que le projet modifie.

*
* *

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

L'intitulé serait plus simplement rédigé de la manière suivante :

"Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives aux actes de l'état civil".

Article 34 nouveau du Code civil.

A l'alinéa 2, il est prévu que lorsque la date de naissance d'une personne n'est pas connue, "l'acte énonce l'âge de ladite personne". Cet âge ne pouvant, dans ce cas, être connu avec certitude, il y aurait lieu d'écrire "l'acte énonce l'âge approximatif de la dite personne".

Article 37 nouveau du Code civil.

Cet article appelle trois remarques :

1. De même que l'article 37 actuel, il doit uniquement déterminer les qualités des témoins. Il est donc superflu d'y mentionner les cas où des témoins seront requis. Ce sera l'objet d'articles ultérieurs.

.../...

2. Il doit régler cette question des conditions à remplir par les témoins d'une manière générale, comme le fait l'article 37 actuel. Or, en se référant à des dispositions particulières applicables à certains actes de l'état civil, le projet peut faire croire que ces dispositions spéciales règlent elles-mêmes les qualités à remplir par les témoins pour les actes qu'elles concernent, ce qui n'est pas le cas.

3. En ce qui concerne l'âge des témoins, plutôt que de le fixer à vingt et un ans comme le fait l'article 37 actuel, le texte soumis au Conseil d'Etat exige que ces témoins soient majeurs. Cette condition risque de soulever des problèmes quand les témoins appartiennent à des nations étrangères où l'âge de la majorité peut être différent de celui qui est fixé en Belgique par l'article 388 du Code civil. Selon le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement est de fixer l'âge minimum des témoins à celui auquel on est majeur selon la loi belge.

Compte tenu de ces trois observations, le texte suivant est proposé :

"Dans tous les cas où des témoins sont requis pour les actes de l'état civil, soit par les dispositions du présent code, soit par toutes autres dispositions particulières, ils doivent être âgés de 21 ans au moins; ils sont choisis par les personnes intéressées".

.../...

Articles 38 et 39 nouveaux du Code civil.

Eu égard au fait que les témoins ne seront plus requis en principe que pour les actes de mariage, il y a lieu de modifier les articles 38 et 39 où il est question de témoins, en y ajoutant les mots "le cas échéant".

A l'article 38 l'expression "fondé de procuration", qui ne correspond plus à la terminologie actuelle, devrait être remplacée par le mot "représentant".

Article 42 nouveau du Code civil.

En disposant à l'alinéa 1er que les dates, à l'exception de l'indication du mois, peuvent être énoncées en chiffres arabes, l'article pourrait faire croire que le mois peut être mentionné en chiffres romains. Telle n'étant sans doute pas l'intention du Gouvernement, il serait préférable d'écrire : "à l'exception du mois, dont il est fait mention en toutes lettres, les dates peuvent être énoncées en chiffres arabes".

Suivant l'alinéa 2, aucune "rectification" ne peut être faite sur l'acte après qu'il a été signé. La rectification est une procédure organisée par le Code judiciaire et n'a rien de commun avec les corrections que l'officier de l'état civil pourrait être amené à faire. Le mot "rectification" doit donc être remplacé par le mot "correction".

Suivant l'article 42, "les actes sont inscrits sur les registres".

.../...

Or, il est notoire que depuis de nombreuses années dans la plupart des communes d'une certaine importance, les actes de l'état civil sont établis sur des feuilles détachées qui sont enliassées à nouveau à la fin de l'année.

Dans son Traité élémentaire de droit civil belge, DE PAGE rappelle (n° 393) que "les actes de l'état civil doivent être inscrits dans des registres et non sur des feuilles volantes (Code civil, art. 40-52, Code pénal art. 263)" et, analysant le procédé auquel on a recours dans les grandes villes , il exprime l'avis que "la légalité de ce procédé demeure douteuse". Selon cet auteur, il faudrait une loi pour autoriser le procédé nouveau si on le juge plus conforme aux exigences de la technique moderne.

Le fonctionnaire délégué a déclaré au Conseil d'Etat que cette question avait retenu l'attention du Gouvernement mais ferait l'objet d'un projet de loi distinct qui traiterait de la réforme des registres de l'état civil, le présent projet étant relatif aux actes. Il faut observer toutefois que l'article 42 en projet traite en partie des registres: il dispose que les actes sont inscrits sur les registres, de suite, sans aucun blanc, confirmant ainsi la règle ancienne, et l'article 43 en projet est consacré uniquement à la tenue des registres.

Dans ces conditions, on peut se demander s'il ne serait pas préférable de joindre les deux projets puisqu'ils tendent tous deux à la modification de dispositions du Titre II du Code civil et que, faute de les joindre, les articles 42 et 43 précités devront être modifiés une seconde fois par le projet annoncé.

.../...

Intitulé du chapitre II précédant l'article 55 du Code civil.

Ce chapitre est intitulé "Des actes de naissance". Or, il traite aussi, en son article 62, des actes de reconnaissance. Cet article 62 étant modifié par le projet, il serait souhaitable que l'intitulé soit également modifié, et mentionne les actes de reconnaissance. Le texte proposé prévoit cette modification.

Article 55 nouveau du Code civil.

Au dernier alinéa de cet article qui traite des déclarations de naissance, il est dit : "L'acte de naissance est dressé sans tarder". Le texte actuel du Code civil (art.56, al.2) dit qu'il doit être dressé "de suite" et l'exposé des motifs ne s'explique pas au sujet de cette modification. Le texte en projet semble ainsi entériner une pratique qui devient de plus en plus fréquente et qui consiste à faire signer les actes de naissance en blanc par les déclarants et à rédiger ces actes ultérieurement. Or, cette pratique est incompatible avec la définition de l'acte authentique donnée par l'article 1317 du Code civil. De plus, l'inconvénient d'un tel système est que les signataires ne peuvent pas vérifier si l'acte est entièrement conforme aux déclarations faites, et que l'agent qui rédige l'acte peut commettre une erreur. Il serait utile que l'exposé des motifs précise le point de vue du Gouvernement sur ce point. Cette observation vaut également pour les actes de décès (article 77 nouveau).

.../...

Article 57 nouveau du Code civil.

Cet article, qui est relatif aux mentions de l'acte de naissance, dispose notamment que "si le mariage de la mère est dissous depuis moins de trois cents jours, l'acte énonce également les prénoms et nom de son ancien conjoint". Cette précision est inutile puisque le même article prévoit la mention du nom du père et que, si l'enfant naît moins de trois cents jours après la dissolution du mariage, l'ancien conjoint en est le père en vertu d'une présomption légale.

Article 58 nouveau du Code civil.

La modification apportée à cet article a une double portée :

1. celui qui trouve un enfant nouveau-né ne doit plus faire de déclaration à l'officier de l'état civil mais à l'autorité de police;

2. l'enfant ne doit plus être présenté à l'officier de l'état civil.

L'acte de naissance sera dressé par l'officier de l'état civil, sur un rapport circonstancié que lui aura adressé l'autorité de police.

Cet article appelle deux observations :

1. Suivant le texte, la déclaration doit être faite à "l'autorité de police", ce qui semble indiquer qu'il s'agit d'une autorité de police déterminée. Dans cette hypothèse, cette autorité devrait être précisée. Si tel n'est pas le cas, il conviendrait d'écrire "une autorité de police".

.../...

2. A l'alinéa 3, puisque c'est l'officier de l'état civil qui donne des prénoms et un nom à l'enfant, il serait préférable d'écrire "les prénoms et le nom qu'il donne à l'enfant".

Article 62 nouveau du Code civil.

Dans cet article, qui traite des actes de reconnaissance des enfants naturels, le projet du Gouvernement prévoyait, en ce qui concerne la personne qui reconnaît l'enfant, l'obligation de mentionner si cette personne est célibataire, veuve, divorcée ou mariée, et éventuellement la date du mariage ou la date à laquelle il avait pris fin.

Au cours de l'instruction de l'affaire, l'objection a été faite au délégué du Gouvernement que de telles mentions risquaient de faire apparaître une filiation adultérine et qu'en pareil cas, il conviendrait de mentionner le jugement autorisant la reconnaissance de l'enfant, de façon que l'acte fasse par lui-même la preuve de sa légalité.

Tout en reconnaissant la justesse de cette remarque, le fonctionnaire délégué a répondu que cette omission était intentionnelle et correspondait à la volonté du Gouvernement, conformément à une tendance internationale qui est d'éviter, dans un but de discrétion, de telles mentions dans les actes relatifs à des enfants dont la naissance est irrégulière. Une autre solution envisagée par le fonctionnaire délégué consisterait à supprimer toute mention autre que celle de l'état de célibataire. Dans ce système, il appartiendrait éventuellement aux membres du parquet chargés du contrôle, de vérifier la légalité de la reconnaissance, lorsque cette mention est absente.

.../...

A cela on peut objecter que la discrétion est assurée par l'article 45 du Code civil, qui ne permet la délivrance d'une copie conforme de l'acte de naissance qu'aux autorités publiques, à l'intéressé, son conjoint, son représentant légal, ses ascendants, descendants ou héritiers légaux, les autres personnes ne pouvant obtenir qu'un extrait sur lequel ces mentions ne figureront pas. Les descendants ou héritiers peuvent, d'ailleurs, avoir intérêt à disposer d'un acte de reconnaissance complet qui leur évitera des recherches en cas de contestation.

Il appartiendra au Gouvernement et au législateur d'apprécier s'il ne serait pas préférable que l'acte fasse par lui-même la preuve de sa légalité.

Article 66 nouveau du Code civil.

La suppression des publications préalables exerce sur le régime de l'opposition au mariage des conséquences dont le projet du Gouvernement ne paraît pas avoir entièrement tenu compte.

En effet, l'acte de publication organisé par l'article 1er de la loi du 26 décembre 1891, dont l'abrogation est proposée, doit contenir l'indication de "la commune où le mariage sera célébré". D'après l'article 66, alinéa 1er, du Code civil, l'opposition doit être signifiée "à l'officier de l'état civil de la commune où, d'après l'acte de publication, le mariage sera célébré". L'article 67 prévoit une mention sommaire des oppositions sur le registre des publications. Sans doute, le mariage peut-il être célébré par un officier de l'état civil également compétent, autre que celui qui a été indiqué dans l'acte de

.../...

publication. Cette faculté est expressément prévue par l'article 4, alinéa 2, de la loi du 7 janvier 1908, dont la pratique des officiers de l'état civil a déduit la règle suivante : quand les futurs époux s'adressent à un autre officier de l'état civil que celui de la commune indiquée à l'acte de publication, le premier s'adresse au second pour lui demander si aucune opposition ne lui a été notifiée (ROLAND et WOUTERS, n°726).

Le projet du Gouvernement modifie ou abroge toutes les dispositions qui viennent d'être commentées. La seule règle qui est maintenue apparaît, légèrement modifiée, dans l'article 66, alinéa 1er : l'opposition doit être signifiée "à l'officier de l'état civil de la commune où le mariage sera célébré". Non seulement il n'est plus fait mention de cette opposition dans un registre de publication, que le projet supprime, mais, en outre, le projet entend exclure toute mention de l'opposition dans l'acte de mariage. Il en résulte que les registres de l'état civil ne contiendront aucune trace des oppositions faites ; seule la copie de l'exploit remis à l'officier de l'état civil transmise, le cas échéant, à un autre officier sera, par celui-ci, annexée à un seul des registres, celui qui est déposé au greffe, conformément à l'article 44 du Code civil.

Le système du projet suscite une autre difficulté : comment l'opposant connaîtra-t-il "la commune où le mariage sera célébré" ? En effet, d'après la disposition que le projet propose de retenir sous l'article 165 du Code civil, la compétence territoriale est, pour la célébration du mariage, alternative. Si l'on admet , comme l'a affirmé le fonctionnaire délégué, qu'une résidence momentanée (dans un hôtel par exemple) suffit à asseoir la compétence territoriale de l'officier de l'état civil, il est

.../...

impossible à l'opposant de savoir, non seulement où le mariage "sera célébré", mais même où il peut l'être légalement. De plus, cette incertitude rejaillit sur la transmission de l'exploit d'opposition à l'officier de l'état civil auquel les futurs époux s'adresseront en fait: aujourd'hui, cette transmission a lieu à l'initiative de cet officier de l'état civil qui sait, par l'acte de publication, auquel de ses collègues il doit s'adresser.

A la vérité, ces difficultés font apparaître que le système d'opposition est indissociable du régime des publications. En principe, ce sont les publications qui avertissent du projet de mariage les personnes ayant qualité pour faire opposition. Même si les publications n'atteignent qu'imparfaitement ce but, elles permettent en tout cas d'indiquer l'officier de l'état civil qui centralisera la dénonciation des empêchements.

*

* *

En tout état de cause, le texte projeté appelle les observations de forme suivantes :

Comme à l'article 38, il est proposé de remplacer les mots "fondé de procuration spéciale" par le mot "représentant".

Le second alinéa gagnerait à être rédigé comme suit :

"L'original est visé par l'officier de l'état civil".

.../...

Article 69 nouveau du Code civil.

Le texte en projet prévoit :

"L'acte d'opposition et la mainlevée sont annexés à l'acte de mariage".

La raison invoquée pour justifier cette disposition est que, contrairement à l'article 76 actuel, qui prévoit la mention dans l'acte de mariage des oppositions éventuelles et de leur mainlevée, l'article 76 en projet écarte cette mention dans un but de discrétion, l'acte de mariage étant lu en public et le rappel des oppositions pouvant être pénible pour la famille. Mais ces documents n'étant plus mentionnés dans l'acte de mariage, il est indispensable qu'il subsiste des preuves de leur existence. En fait, selon le délégué du Gouvernement, ils figureront dans le dossier qui, conformément à l'article 44 du Code civil, sera déposé à la fin de l'année au greffe du tribunal avec le double des registres. Le but de l'article est d'attirer l'attention sur l'importance particulière de ces documents et d'éviter qu'ils ne soient détruits après un certain temps.

Ce but risque de ne pas être atteint complètement par cette disposition. Ainsi qu'il a été exposé à propos de l'article 66, les registres de l'état civil ne contiendront aucune trace des oppositions faites; seule la copie de l'exploit remis à l'officier de l'état civil sera annexée à un seul des registres, celui qui est déposé au greffe et, en cas de perte ou de destruction, il ne subsistera aucune trace de cette opposition.

.../...

Le but poursuivi serait mieux atteint soit par la transcription dans les registres, à la suite de l'acte de mariage, de l'acte d'opposition et de la décision de mainlevée, dont il ne serait pas donné lecture, soit, plus simplement, en maintenant, dans l'acte de mariage, la mention de ces deux documents mais en disposant que cette mention sera omise lors de la lecture de l'acte.

Articles 73 et 74 nouveaux du Code civil.

Logiquement, l'ordre des articles 73 et 74 en projet devrait être inversé et ces deux dispositions, qui sont intimement liées l'une à l'autre, devraient faire l'objet d'un seul article qui pourrait être rédigé comme suit :

"Article 73.-

Le consentement des père et mère ou aïeuls ou celui du tuteur peut être donné dans l'acte même de mariage ou par acte authentique séparé, dressé par un notaire ou par l'officier de l'état civil du lieu du mariage, ou par l'officier de l'état civil du domicile ou de la résidence de la personne appelée à consentir.

L'acte de consentement contient les prénoms, nom, profession et domicile des futurs époux et de tous ceux qui concourent à l'acte, ainsi que leur degré de parenté avec les futurs époux".

Article 75 nouveau du Code civil.

Il serait logique de prévoir, dans les dispositions dont il faut donner connaissance aux parties, l'article 203 du Code civil relatif à l'obligation pour les époux

.../...

de nourrir, entretenir et élever leurs enfants. Cet article, en effet, ne figure pas dans le chapitre VI auquel le texte se réfère.

*

Par ailleurs, il est suggéré de prévoir une délégation au Roi l'autorisant à établir un résumé de ces dispositions dont l'officier de l'état civil devra donner connaissance aux parties. Le délégué du Gouvernement a marqué son accord sur cette suggestion dont il est tenu compte dans le texte proposé.

*

La formule suivant laquelle l'officier de l'état civil "en dresse acte sans tarder" soulève la même observation que celle qui a été formulée à propos de l'article 55.

Article 76 nouveau du Code civil.

Cet article, relatif aux énonciations que doit contenir l'acte de mariage, mentionne :

7° le cas échéant, l'absence d'opposition.

Le texte actuel dispose :

" 7° les oppositions , s'il y en a eu, leur mainlevée ou la mention qu'il n'y a pas eu d'opposition ".

Les inconvénients de la modification proposée ont déjà été indiqués lors de l'examen de l'article 69 en projet.

*

.../...

Au 11° de l'article en projet, il existe deux discordances entre le texte français et le texte néerlandais.

Selon le fonctionnaire délégué, c'est ce dernier texte qui est correct. Il faut donc écrire dans la première phrase "prénom" au lieu de "prénoms" et dans la seconde phrase "aux tiers" et non "au tiers".

*

Ce 11° constitue une disposition nouvelle. L'article 76 actuel ne contient, en effet, que 10 numéros. A ce sujet, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que le projet de loi sur la nationalité belge (Chambre des Représentants, session 1970-1971, n°915/1), en son article 67, reprenant une suggestion du Conseil d'Etat, entend déjà compléter l'article 76 par un 11°.

Article 77 nouveau du Code civil.

Le dernier alinéa, suivant lequel : "L'acte de décès est dressé sans tarder",appelle la même observation que celle qui a été formulée à propos des articles 55 et 75 du Code civil en projet.

Article 77bis nouveau du Code civil.

Le texte proposé par le Gouvernement concerne une hypothèse aujourd'hui réglée par un décret impérial du 4 janvier 1806, interprétant l'article 55 du Code civil, l'abrogation de la première disposition et la modification de la seconde étant également prévues.

.../...

Dans sa rédaction actuelle, qui sur ce point remonte à l'origine du Code, l'article 55 exige que l'enfant soit présenté à l'officier de l'état civil. Cette présentation devait permettre le contrôle de l'état de vie de l'enfant nouveau-né. Pareil contrôle est en fait assuré aujourd'hui par le médecin de l'état civil que l'officier public désigne le plus souvent à cette fin.

La difficulté soumise au Gouvernement en 1806 avait pour objet l'hypothèse où, au moment de la présentation à l'officier de l'état civil, l'enfant n'était pas vivant. Dans ce cas, le Gouvernement estima qu'il n'était pas démontré qu'un enfant était né vivant. Dès lors, l'officier de l'état civil devait se borner à acter ses constatations, à savoir qu'un enfant lui avait été présenté sans vie. Il était décidé en outre que pareil acte serait inscrit sur les registres de décès sans que cela préjugeât la question de savoir si l'enfant avait eu vie ou non.

Cette incertitude même révèle que le décret du 4 janvier 1806 couvre deux hypothèses radicalement distinctes :

1° celle de l'enfant mort-né, c'est-à-dire qui n'a jamais vécu hors du sein de sa mère;

2° celle de l'enfant qui est né, a vécu quelques heures, peut-être quelques dizaines d'heures, mais était décédé au moment de la constatation de l'officier de l'état civil.

Dans cette deuxième catégorie d'enfants, il y a lieu de faire une distinction supplémentaire, à laquelle se réfèrent notamment les articles 314 et 906, alinéa 3, du Code civil, selon que l'enfant est né viable ou non. Il s'agit là

d'une appréciation de caractère médical, qui ne concerne pas la rédaction de l'acte de naissance. Si l'enfant non viable a été présenté vivant à l'officier de l'état civil, celui-ci dresse un acte de naissance, pour rédiger quelques heures ou quelques jours plus tard un acte de décès.

Inversément, un enfant né viable peut décéder dans les premières heures de sa naissance, et le décret de 1806 exclut qu'un acte de naissance soit dressé si ce décès a eu lieu avant la présentation à l'officier de l'état civil.

D'après le système du décret de 1806, un élément purement fortuit : le moment auquel l'enfant "est présenté" à l'officier de l'état civil (c'est-à-dire, en fait examiné par le médecin de l'état civil) détermine si un acte de naissance sera ou non dressé pour cet enfant.

Dans la rédaction nouvelle qu'il propose pour l'article 55 du Code civil, le Gouvernement entend supprimer la formalité de la présentation à l'officier de l'état civil. D'après les explications données par le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement n'est pas de légaliser le contrôle fait par un médecin délégué par l'officier public, mais de permettre à celui-ci d'agréer les médecins ou accoucheuses diplômées qui, ayant assisté à l'accouchement, délivreront une attestation relative à ce fait. Attester la naissance signifie attester la naissance d'un enfant vivant. Dès lors tous les enfants morts quelques heures ou même quelques minutes après leur naissance doivent logiquement faire l'objet de deux actes distincts, un acte de naissance et un acte de décès. Il va sans dire que l'attestation de naissance ne préjuge pas la question de viabilité, qui doit demeurer étrangère à la rédaction des actes de l'état civil.

Dans la perspective ainsi suivie par le Gouvernement pour la rédaction de l'article 55 du Code civil, quelle place faut-il encore faire à l'hypothèse réglée par le décret de 1806 ? Comme sous l'empire du droit actuel, il existera encore, à côté des enfants mort-nés, une catégorie d'enfants qui ont peut-être vécu sans que le fait ait été attesté à l'officier de l'état civil. Toutefois, si un médecin ou une accoucheuse diplômée agréés ont assisté à l'accouchement et attestent que l'enfant n'a jamais vécu, ne faut-il pas le constater dans l'acte de l'état civil ? Le doute ne devrait subsister qu'à l'égard des enfants qu'aucune personne qualifiée par la loi n'a vus en état de vie.

Dans le projet de disposition à insérer sous un nouvel article 77bis du Code civil, l'hypothèse est beaucoup trop largement décrite et n'est pas en harmonie avec la rédaction nouvelle proposée pour l'article 55 du Code civil. Outre que le mot "décédé" employé au premier alinéa paraît impliquer que l'enfant est né vivant et est mort, le moment auquel l'acte de naissance est dressé ne doit pas être pris en considération mais seulement le moment auquel une personne agréée par l'officier de l'état civil ou cet officier lui-même a pu constater l'état de cadavre de l'enfant, sans avoir pu constater son état de vie.

Le Conseil d'Etat propose dès lors que soient déduites les conséquences logiques du nouveau système retenu par le Gouvernement pour la constatation des naissances. Quand une personne exerçant l'art de guérir et agréée par l'officier de l'état civil peut attester, soit que l'enfant est né vivant, soit que l'enfant n'est pas né vivant, il y a lieu de dresser dans les registres de l'état civil un

.../...

acte qui répond à l'une ou à l'autre de ces hypothèses. Pour les cas , qui deviendront très rares, où aucune personne qualifiée ne peut attester à l'officier de l'état civil ni qu'elle a vu l'enfant vivant, ni que l'enfant est mort-né, il y a lieu d'adopter le système élaboré par le décret du 4 janvier 1806.

En conséquence, les textes suivants sont proposés :

"Article 77bis.- Lorsqu'un médecin ou une accoucheuse diplômée agréés par l'officier de l'état civil atteste que la mère a accouché d'un enfant qui n'est pas né vivant, l'officier de l'état civil dresse un acte énonçant la date, l'heure et le lieu de l'accouchement, les prénoms de l'enfant s'il lui en est donné, ainsi que les indications prévues à l'article 57 concernant les père et mère.

L'acte est dressé dans le registre aux actes de décès et il y est fait mention de la circonstance que l'enfant n'est pas né vivant.

Article 77ter. Lorsqu'un accouchement est déclaré à l'officier de l'état civil et qu'il ne peut vérifier si l'enfant était né vivant ou non , il s'assure de ce que l'enfant est sans vie, en se conformant à l'article 77, alinéa 3.

(Suivent les alinéas 2 et 3 de l'article 77bis du projet)".

.../...

Article 78 nouveau du Code civil.

A l'alinéa 1er, les mots "ainsi qu'il est dit" seraient avantageusement remplacés par le mot "conformément".

L'alinéa 2 dispose que l'inhumation ne peut être effectuée que vingt-quatre heures après le décès, "hors les cas prévus par les règlements de police". Il est proposé de remplacer les mots "règlements de police" par les mots "lois et règlements" de façon à y inclure les lois qui pourraient prévoir des inhumations plus rapides dans certains cas.

Article 79 nouveau du Code civil.

Aux termes de cet article, l'acte de décès doit notamment énoncer "les prénoms et nom de l'autre époux si la personne décédée était mariée, veuve ou divorcée et, le cas échéant, les prénoms et nom de ses précédents conjoints".

L'article 79 actuel n'exige que les prénoms et nom de l'autre époux, si la personne est mariée ou veuve, et prévoit, en son alinéa 2, que l'acte "contiendra de plus, autant qu'on pourra le savoir, les prénoms, nom, profession et domicile des père et mère du décédé".

On peut se demander si, en exigeant la mention du nom des précédents conjoints dans l'acte de décès, on n'imposera pas à l'officier de l'état civil des recherches

.../...

parfois difficiles et infructueuses dans le cas de personnes qui se sont mariées plusieurs fois, et notamment à l'étranger. Il serait préférable de prévoir, comme pour les parents du décédé, que l'acte contiendra ces mentions "autant qu'on peut le savoir".

En conséquence, le texte suivant est proposé pour cet article :

"Article 79. L'acte de décès énonce les prénoms, nom, profession et domicile du déclarant, les prénoms, nom, profession, domicile, lieu et date de naissance de la personne décédée ainsi que, selon le cas, les prénoms et nom de son conjoint ou ceux de son ex-conjoint.

L'acte contient de plus, autant qu'on peut le savoir, les lieu, date et heure du décès, les prénoms et nom des précédents conjoints du défunt, ainsi que ceux de ses père et mère et, s'ils sont encore en vie, leurs profession et domicile".

Article 80 nouveau du Code civil.

Dans un but de précision, les mots "supérieurs" "directeurs" et "administrateurs" devraient être remplacés par les mots "personnes qui assurent la direction de l'établissement".

*

.../...

Article 84 nouveau du Code civil.

Le texte français ne concorde pas avec le texte néerlandais. Il devrait être complété. En outre, il gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 84.-

En cas de décès dans un établissement pénitentiaire, un établissement de défense sociale ou un établissement d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat, il en est donné avis ... (la suite comme au projet)".

Article 85 nouveau du Code civil.

Il serait préférable de rédiger comme suit le début de cet article :

"Article 85.-

Dans tous les cas de mort violente, d'exécution de jugements portant peine de mort, ainsi que dans les cas de décès dans un des établissements prévus à l'article 84 ... (la suite comme au projet)".

Article 153 nouveau du Code civil.

Le projet modifie les alinéas 1 et 2 de cet article relatif aux actes respectueux. Cet article pourrait être rédigé de manière plus concise. Le texte suivant est proposé :

"Article 153.-

L'acte respectueux est dressé, soit par un notaire, soit par l'officier de l'état civil du lieu du mariage ou de la résidence du futur époux.

.../...

Cet acte est notifié dans la huitaine au père ou à la mère, selon le cas, par le notaire ou par l'officier de l'état civil du domicile ou de la résidence du père ou de la mère, ou par son délégué. Dans le procès-verbal de notification il est fait mention de la réponse.

Afin d'assurer cette notification, l'officier de l'état civil qui dresse l'acte respectueux doit, le cas échéant, en transmettre immédiatement une copie certifiée conforme, à l'officier de l'état civil du domicile ou de la résidence du père ou de la mère.

L'acte respectueux ... (la suite comme au projet)".

Article 155bis nouveau du Code civil.

Il semble que la modification apportée à l'article 155bis ait pour objet d'étendre la compétence des agents diplomatiques et consulaires aux actes visés à l'article 74 du Code civil en projet, c'est-à-dire les actes de consentement des ascendants au mariage. Jusqu'à présent, l'article 4 de la loi du 16 août 1887 ne leur donnait cette compétence que pour les mariages d'indigents.

Si tel est bien l'objet du nouvel article, on peut se demander pourquoi la formule actuelle de l'article 155bis : "agents diplomatiques, consuls et vice-consuls de Belgique" a été remplacée par les mots :"chef d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire belge". Suivant les renseignements fournis par le délégué du Gouvernement, cette nouvelle formule a été adoptée à l'intervention du Ministère des Affaires étrangères parce qu'elle correspond mieux à l'organisation actuelle de notre représentation diplomatique et consulaire. On peut toutefois se demander si cette modification ne risque pas d'être interprétée comme modifiant les règles actuelles en ce qui concerne les fonctionnaires habilités à recevoir les actes

.../...

de l'état civil à l'étranger. En effet, cette matière est réglée par la loi du 12 juillet 1931 relative à certains actes de l'état civil et à la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière d'état civil, dont l'article 4 règle l'exercice des fonctions d'officier de l'état civil en cas d'absence ou d'empêchement du titulaire. Si, comme il est probable, le Gouvernement n'entend en rien modifier ces règles, il conviendrait de l'indiquer dans l'exposé des motifs.

En outre, l'article 156 du Code civil étant vacant, il est proposé d'insérer à cet endroit le texte nouveau et d'abroger l'article 155bis.

Article 165 nouveau du Code civil.

Le projet rétablit l'article 165 du Code civil dans la rédaction suivante : "Le mariage est célébré publiquement devant l'officier de l'état civil de la commune où l'un des futurs époux a son domicile ou sa résidence".

La loi du 26 décembre 1891 précise en son article 8 que l'un des futurs époux doit avoir son domicile ou sa résidence dans la commune à la date de la publication "et en cas de dispense de publication, à la date de la célébration". Les publications étant supprimées, on peut supposer que le domicile ou la résidence dans la commune doit exister au jour de la célébration.

Toutefois, le projet abrogeant la loi du 26 décembre 1891, il serait utile de le préciser dans l'exposé des motifs.

Article 171 nouveau du Code civil.

De la façon dont il est rédigé, l'article 171 en projet semble interdire la transcription de l'acte de mariage d'un Belge marié à l'étranger, avant le retour de ce Belge en Belgique. Suivant

.../...

le fonctionnaire délégué, telle n'est pas l'intention du Gouvernement. Dans ces conditions, il conviendrait d'omettre les mots "après son retour en Belgique" et, pour éviter toute équivoque, d'ajouter les mots "en Belgique" après le mot "domicile".

Article 176 nouveau du Code civil.

Cette modification est sans doute inspirée par la difficulté de déterminer le lieu où le mariage devra être célébré (voy. supra, l'observation sur le projet d'article 66 du Code civil). Toutefois, elle aboutit à un résultat diamétralement opposé à celui qu'envisageait le législateur de 1804 par l'élection de domicile au lieu de célébration. En effet, d'après De Page (t. I, n° 638), le législateur a voulu éviter que les "futurs époux ne soient contraints d'aller plaider au loin pour obtenir la mainlevée de l'opposition".

Or, dans le système proposé par le Gouvernement, ce serait l'opposant qui ferait choix du tribunal compétent pour connaître de l'action en mainlevée.

Dans ces conditions, il paraît préférable de supprimer l'élection de domicile et de compléter l'article 177 du Code civil en permettant aux futurs époux de s'adresser au tribunal du lieu où le mariage sera célébré, pour obtenir la mainlevée de l'opposition.

Article 202bis nouveau du Code civil.

Cet article appelle deux observations.

1) En cas de jugement prononçant la nullité du mariage, le projet s'inspire de la procédure en matière de divorce : le jugement

.../...

ou l'arrêt ne produit ses effets que s'il a été signifié à l'officier de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré, qui a mission de le transcrire sur ses régistres.

Du point de vue de l'état civil, il y a certes avantage à ce qu'on trouve dans les actes la preuve de l'annulation du mariage. La transcription du jugement permettra de mentionner cette annulation en marge de l'acte annulé. Mais faut-il, pour cela, décider, comme en matière de divorce, que le jugement ne produira ses effets que pour autant qu'il ait été transcrit.

Si une telle solution se conçoit en matière de divorce, où le jugement met fin pour l'avenir, à la demande de l'un ou des deux époux, à une union régulièrement conclue, elle n'est guère acceptable quand il s'agit d'un jugement qui constate que le mariage est nul. Dans le cas du divorce, c'est pour des raisons étrangères à l'acte de mariage et postérieures à cet acte que les époux ou l'un d'eux désirent mettre fin à leur union. Il est normal que le législateur leur permette de changer d'avis et de renoncer au bénéfice du jugement autorisant le divorce en ne faisant pas transcrire ce jugement.

2) Le projet s'abstient de désigner la personne ayant qualité pour signifier le dispositif du jugement à l'officier de l'état civil et de déterminer le délai dans lequel cette signification doit avoir lieu. Pareil système est de nature à maintenir dans l'incertitude l'état véritable des époux. En effet, tant que le jugement de nullité n'aurait pas été transcrit, il ne produirait pas d'effet, mais les parties intéressées pourraient laisser persister indéfiniment cette situation incertaine jusqu'au jour où l'une d'elles se déciderait à faire transcrire le dispositif.

Une difficulté supplémentaire provient de ce que seule une décision judiciaire passée en force de chose jugée peut donner lieu à la transcription du dispositif prévue par le projet. Or, il

.../...

dépend des parties, par la signification de la décision, qui fait courir le délai d'opposition (C. jud., art. 1048), ou le délai d'appel (C. jud., art. 1051), de rendre cette décision définitive. Dans la matière des nullités de mariage, si le procureur du Roi s'est porté partie intervenante comme le lui permet l'article 193bis du Code civil, il peut d'office signifier la décision et faire procéder à sa transcription.

Il semble dès lors, que deux systèmes puissent être envisagés.

Le premier consiste à charger le procureur du Roi de procéder d'office aux significations nécessaires pour que le jugement de nullité passe en force de chose jugée. Le ministère public devrait ensuite veiller à faire transcrire le dispositif.

L'autre système, qui respecterait mieux les droits des parties et l'appréciation par l'organe du ministère public de l'opportunité de ses interventions, consisterait à faire notifier la décision passée en force de chose jugée par le greffier de la juridiction dont elle émane. Pour que le greffier soit informé des significations faisant courir le délai d'exercice des voies de recours, une disposition spéciale de la loi devrait prévoir que, dans la matière des nullités de mariage, les exploits de signification devraient, à peine de nullité, être dénoncés au greffier de la juridiction qui a rendu la décision.

En confiant à un organe du pouvoir judiciaire l'obligation de faire procéder à la transcription, l'une comme l'autre de ces solutions garantissent qu'il sera effectivement procédé à la transcription sans qu'il soit nécessaire de subordonner à celle-ci l'efficacité du jugement de nullité. Cette efficacité demeurerait régie par le droit commun, la décision sortant tous ses effets même dans les cas très rares où le greffier (le procureur du Roi a, d'après la première

.../...

solution) aurait négligé de transmettre le dispositif de la décision à l'officier de l'état civil. Il faut ajouter que de toute manière les décisions de nullité prononcées à l'étranger sont reconnues en Belgique aux conditions de l'article 570 du Code judiciaire sans que la transcription prévue par l'article 202bis en projet y soit applicable.

Article 264 nouveau du Code pénal.

La modification proposée se limite au dernier alinéa de l'article. Il serait préférable de reprendre tout l'article de façon à faire disparaître un terme impropre figurant à l'alinéa 1er : "insérer" au lieu de "énoncer".

Article 362 nouveau du Code pénal.

Compte tenu de la modification apportée par le projet à l'article 58 du Code civil, il convient d'omettre les mots : "ainsi qu'il est prescrit par l'article 58 du Code civil".

Article 1385 nouveau du Code judiciaire.

Pas plus que dans l'article 202bis du Code civil, le projet n'indique la personne qualifiée pour signifier à l'officier de l'état civil le dispositif du jugement en rectification, et le délai dans lequel cette signification doit avoir lieu n'est pas déterminé.

Dans les cas où la rectification n'a pas été ordonnée à l'initiative du procureur du Roi, il paraît souhaitable que le ministère public veille à ce que les jugements de rectification soient passés en force de chose jugée et assure leur transcription sur les registres de l'état civil.

.../...

Dispositions abrogatoires.

Au 1° de cet article, l'intitulé donné par le texte néerlandais au décret du 4 juillet 1806 ne correspond pas à l'intitulé officiel de ce décret.

Observation finale.

Ainsi que le déclare l'exposé des motifs, le projet apporte des modifications d'ordre purement rédactionnel à un certain nombre d'articles des titres II et V du Livre Ier du Code civil.

Des modifications de même nature auraient pu être apportées dans ces mêmes titres, à des dispositions autres que celles qui font l'objet du projet afin de les adapter à la terminologie juridique actuelle et de corriger certaines erreurs d'expression.

*
* *

TEXTE PROPOSE.

PROJET DE LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES AUX ACTES DE L'ETAT CIVIL.

Article 1er.-

L'article 34 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

"Article 34. ... (voir avis) ...".

.../...

Article 2.-

L'article 37 du même Code, modifié par la loi du 7 janvier 1908, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 37. ... (voir avis) ... ".

Article 3.-

L'article 38, alinéa 1er, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 38. L'officier de l'état civil donnera lecture des actes aux parties comparantes ou à leur représentant et, le cas échéant, aux témoins".

Article 4.-

L'article 39 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 39. Ces actes seront signés par l'officier de l'état civil, par les comparants et, le cas échéant, par les témoins, ou mention sera faite de la cause qui empêchera les comparants et les témoins de signer".

Article 5.-

L'article 42 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 42. ... (voir avis) ... ".

.../...

Article 6.-

L'article 43 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 43. ... (texte du projet) ... ".

Article 7.-

Dans l'article 45 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er, alinéa 2, première phrase, est remplacé par la disposition suivante :

".....".

2° le § 2, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

".....".

Article 8.-

L'article 49 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 49. ... (texte du projet) ... ".

Article 9.-

L'article 54 du même Code est abrogé.

Article 10.-

L'intitulé du chapitre II du Livre Ier du même Code est remplacé par l'intitulé suivant :

"Chapitre II. Des actes de naissance et de reconnaissance".

.../...

Article 11.-

L'article 55 du même Code, modifié par la loi du 23 décembre 1961, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 55. Les déclarations de naissance sont faites à l'officier de l'état civil, dans les trois jours qui suivent celui de l'accouchement, non compris les samedis, dimanches et jours fériés légaux".

Article 12.-

L'article 56 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 56. La naissance ... (la suite comme aux alinéas 2 et 4 du texte projeté par le Gouvernement pour l'article 55) ...".

Article 13.-

L'article 57 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 57. (texte du projet du Gouvernement, en omettant la fin de l'article à partir des mots : "si le mariage de la mère est dissous ...")".

Article 14.-

L'article 58 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 58. ... (voir avis)".

.../...

Article 15.-

L'article 62 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 62. ... (voir avis) ... ".

Article 16.-

L'article 66 du même Code, modifié par la loi du 7 janvier 1908, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 66. ... (voir avis) ... ".

Article 17.-

L'article 67 du même Code est abrogé.

Article 18.-

L'article 69 du même Code, modifié par la loi du 7 janvier 1908, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 69. ... (voir avis) ... ".

Article 19.-

L'article 72bis, inséré par la loi du 7 janvier 1908 dans le même Code, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 72bis. ... (texte du projet) ... ".

Article 20.-

L'article 73 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 73. ... (voir avis) ... ".

.../...

Article 21.-

L'article 75 du même Code, modifié par la loi du 7 janvier 1908, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 75. ... (voir avis) ... ".

"Le Roi arrête le texte du résumé des dispositions qui doivent être lues aux futurs".

Article 22 -

L'article 76 du même Code, modifié par la loi du 16 décembre 1851, est remplacé par la disposition suivante:

"Article 76. ... (voir avis) ... ".

Article 23.-

L'article 77 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 77. ... (voir avis) ... ".

Article 24.-

Un article 77bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

"Article 77bis. ... (texte proposé dans l'avis) ... ".

Article 25.-

Un article 77ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

"Article 77ter. ... (texte proposé dans l'avis) ... ".

.../...

Article 26.-

L'article 78 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 78.- ... (voir avis) ... ".

Article 27.-

L'article 79 du même Code, modifié par la loi du 16 décembre 1851, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 79.- ...

(alinéas 1er et 2 : texte proposé dans l'avis) ;

(alinéas 3 et 4 : comme à l'actuel article 79, modifié par la loi du 16 décembre 1851, sauf à remplacer, à l'alinéa 4, les mots "à ce dernier paragraphe" par les mots "à l'alinéa 3") ".

Article 28.-

L'article 80 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 80. ... (voir avis) ... ".

Article 29.-

L'article 81 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 81.- ... (texte du projet) ... ".

.../...

Article 30.-

L'article 82 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 82.- L'officier ... (texte du projet) ... ".

Article 31.-

L'article 84 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 84.- ... (texte proposé dans l'avis) ... ".

Article 32.-

L'article 85 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 85. ... (texte proposé dans l'avis) ... ".

Article 33.-

Sont abrogés dans le même Code :

1° l'article 94;

2° le chapitre VI du titre II du livre Ier.

.../...

Article 34.-

L'article 153, alinéas 1er et 2, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 153.- ... (texte proposé dans l'avis) ... ".

Article 35.-

Un article 153bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

"Article 153bis.- § 1er. Les pièces nécessaires au mariage des indigents seront, à leur demande, réclamées et réunies par les soins de l'officier de l'état civil de la commune dans laquelle les parties auront déclaré vouloir se marier. Les expéditions de ces pièces pourront, sur la demande de l'officier de l'état civil, être réclamées et transmises par le procureur du Roi.

§ 2. Le procureur du Roi pourra, dans le même cas, agir d'office et procéder à tous actes d'instruction préalables à la célébration du mariage.

§ 3. Tous jugements de rectification ou d'inscription des actes de l'état civil, toutes homologations d'actes de notoriété et généralement, tous actes judiciaires ou de procédure nécessaires au mariage des indigents seront poursuivis et exécutés d'office par le ministère public".

Article 36.-

Sont abrogés :

1° l'article 154 du même Code, modifié par la loi du 16 décembre 1922;

2° l'article 155bis, inséré par la loi du 30 avril 1896 dans le même Code.

.../...

Article 37.-

L'article 156 du même Code, abrogé par la loi du 15 décembre 1949, est rétabli dans la version suivante :

"Article 156. ... (voir l'observation formulée au sujet de l'article 155bis en projet) ... ".

Article 38.-

L'article 165 du même Code, abrogé par la loi du 26 décembre 1891, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Article 165. ... (voir avis) ... ".

Article 39.-

L'article 170bis, inséré par la loi du 12 juillet 1931 dans le même Code, est abrogé.

Article 40.-

L'article 171 du même Code, modifié par la loi du 12 juillet 1931, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 171. ... (voir avis) ...".

Article 41.-

L'article 176 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 176. ... (voir avis) ... ".

.../...

Article 42.-

Un article 202bis, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre IV du titre V du livre Ier du même Code :

"Article 202bis. ... (voir avis) ... ".

Article 43.-

Un article 333bis, rédigé comme suit, est inséré dans la section première du chapitre III du titre VII du livre Ier du Code civil :

"Article 333bis.- Les dispositions de l'article 153bis sont applicables à la légitimation des enfants naturels des indigents".

Article 44.-

L'article 264 du Code pénal, modifié par la loi du 15 juin 1951, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 264. Sera puni d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, l'officier de l'état civil qui a :

1° soit négligé d'énoncer dans l'acte de mariage les consentements ou d'y énoncer les actes respectueux prescrits par la loi;

2° soit procédé à la célébration du mariage sans s'être assuré de l'existence des consentements ou actes respectueux prévus au 1°;

3° soit reçu un acte de mariage dans le cas prévu à l'article 228 du Code civil et avant le terme prévu par cet article;

.../...

4° soit procédé à la célébration du mariage sans exiger la preuve que le futur époux a satisfait à la législation sur la milice".

Article 45.-

L'article 362, alinéa 1er, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 362. ... (texte du projet, en omettant toutefois les mots "ainsi qu'il est prescrit par l'article 58 du Code civil) ... ".

Article 46.-

L'article 1384 , alinéa 2, du Code judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1384. ... (texte du projet) ... ".

Article 47.-

L'article 1385 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1385. ... (voir avis) ... ".

Article 48.-

Article 30 du projet.

Article 49.-

Article 31 du projet.

.../...

Article 50.-

Article 32 du projet, sauf qu'au 3°, il doit être précisé "modifiée par l'article 12 de la loi du 12 juillet 1931" et que le texte néerlandais du 1° doit être rectifié.

...

...

Hoofddoel van het ontwerp is de afschaffing van :

- het optreden van getuigen bij het opmaken van akten van de burgerlijke stand, behalve akten van huwelijk en ook akten van geboorte of overlijden aan boord van zeeschepen en vliegtuigen ;
- het verbod aan man en vrouw om als getuige op te treden bij een zelfde akte ;
- de huwelijksafkondigingen.

Het ontwerp bedoelt ook een aantal technische en vormwijzigingen aan te brengen. Bij de tekst zijn de volgende opmerkingen te maken.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

In de dichtst bevolkte gemeenten worden de aangiften van geboorte of overlijden thans niet meer ontvangen door de ambtenaar van de burgerlijke stand maar door een bediende. Naderhand bevestigt de openbare ambtenaar dan door een handtekening officieel de juistheid van aangiften die niet ten overstaan van hem zijn gedaan. Volgens het ontwerp blijft de ambtenaar van de burgerlijke stand verplicht alle akten persoonlijk te ontvangen.

.../...

Die afstand tussen wet en praktijk zou kunnen worden overbrugd door een bepaling, volgens welke de bevoegdheid tot het opmaken van bepaalde akten kan worden overgedragen aan sommige ambtenaren van de dienst van de burgerlijke stand. In een zodanige opdracht van bevoegdheid is reeds voorzien in artikel 45 van het Burgerlijk Wetboek voor het afgeven van uittreksels.

II.

Sommige artikelen van het ontwerp wijzigen meer dan één artikel van het Burgerlijk Wetboek. Men wijde één artikel aan elke bepaling, behalve als in de voorgestelde tekst een aantal opheffingsbepalingen bijeen zijn gebracht.

In het ontwerp zouden moeten worden opgenomen de bepalingen van de artikelen 5, 6 en 7 van de wet van 16 augustus 1887 houdende wijziging van een aantal bepalingen betreffende het huwelijk. Die artikelen behoren thuis in het Burgerlijk Wetboek ; het ontbreken van een Nederlandse tekst is een reden te meer om ze in het ontwerp te verwerken.

Aan het slot van het advies wordt een tekst voorgesteld waarin met deze opmerkingen rekening is gehouden.

.../...

III.

Terwille van de overzichtelijkheid is de volgorde van de hierna te formuleren opmerkingen niet die van de ontwerp-artikelen, waarin immers vaak meer dan één artikel van het Burgerlijk Wetboek wordt gewijzigd, maar die van de te wijzigen artikelen van het Burgerlijk Wetboek, het Strafwetboek en het Gerechtelijk Wetboek.

*
* *

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Een eenvoudiger opschrift is :

"Ontwerp van wet tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende akten van de burgerlijke stand".

Nieuw artikel 34 van het Burgerlijk Wetboek.

Het tweede lid bepaalt dat, wanneer iemands geboortedatum niet bekend is, "in de akte de leeftijd van die persoon wordt opgegeven". Aangezien men die leeftijd in dat geval niet met zekerheid kan kennen, moet worden gelezen : "wordt in de akte de leeftijd van die persoon bij benadering opgegeven".

.../...

Nieuw artikel 37 van het Burgerlijk Wetboek.

Bij dit artikel zijn drie opmerkingen te maken.

1. Evenals het huidige artikel 37 hoeft het alleen de hoedanigheden van de getuigen te bepalen. Het is dus onnodig te spreken over de gevallen waarin getuigen vereist zijn. Dat komt verderop aan de orde .

2. Het artikel moet die aangelegenheid van de voorwaarden waaraan de getuigen dienen te voldoen, in het algemeen regelen, zoals ook het huidige artikel 37 doet. Door nu te verwijzen naar bijzondere bepalingen voor sommige akten van de burgerlijke stand, kan het ontwerp, en dan ten onrechte, de indruk wekken dat die bijzondere bepalingen zelf stellen aan welke voorwaarden de getuigen moeten voldoen voor de akten waarop ze betrekking hebben.

3. De leeftijd van de getuigen is in het huidige artikel 37 eenentwintig jaar ; het ontwerp evenwel stelt, dat zij meerderjarig moeten zijn. Dit kan moeilijkheden opleveren als de getuigen onderdanen zijn van vreemde Staten, waar een andere leeftijd van meerderjarigheid kan gelden dan in België bepaald is in artikel 388 van het Burgerlijk Wetboek. Volgens de gemachtigde ambtenaar wil de Regering dat de minimumleeftijd van de getuigen die is waarop men volgens de Belgische wet meerderjarig is.

.../...

Met inachtneming van deze drie opmerkingen wordt voorgesteld de tekst als volgt te redigeren :

"In alle gevallen waarin hetzij door bepalingen van dit Wetboek, hetzij door andere bijzondere bepalingen getuigen worden vereist voor akten van de burgerlijke stand, moeten zij ten minste eenentwintig jaar oud zijn ; zij worden gekozen door de belanghebbende personen".

Nieuwe artikelen 38 en 39 van het Burgerlijk Wetboek.

Nu in beginsel nog alleen voor akten van huwelijk getuigen vereist zullen zijn, moeten de artikelen 38 en 39, waarin van getuigen sprake is, worden gewijzigd door toevoeging van de woorden "in voorkomend geval".

In de Franse tekst van artikel 38 vervange men de verouderde term "fondé de procuration" door "représentant", in de Nederlandse tekst "gemachtigde" door "vertegenwoordiger".

Nieuw artikel 42 van het Burgerlijk Wetboek.

Het eerste lid bepaalt dat datums, met uitzondering van de maand, in arabische cijfers mogen worden uitgedrukt ; dat kan de indruk wekken dat maanden in romeinse cijfers mogen worden vermeld. Zo bedoelt de Regering het zeker niet en daarom kan beter worden gelezen : "datums mogen, met uitzondering van de maand, die voluit wordt geschreven, in arabische cijfers worden uitgedrukt".

.../...

Volgens het tweede lid mag na de ondertekening in de akte geen enkele "verbetering" worden aangebracht. Verbetering is een door het Gerechtelijk Wetboek geregelde procedure die niets gemeen heeft met de correcties welke de ambtenaar van de burgerlijke stand genoopt mocht zijn in de akte aan te brengen. Men vervange "verbetering" door "correctie".

Artikel 42 bepaalt : "De akten van de burgerlijke stand worden ... in de registers ingeschreven".

Het is algemeen bekend dat akten van de burgerlijke stand in de meeste goed bevolkte gemeenten al jaren lang worden opgemaakt op losse bladen, die op het einde van het jaar gebundeld worden.

In zijn "Traité élémentaire de droit civil belge" brengt DE PAGE onder nr. 393 in herinnering, dat akten van de burgerlijke stand in registers en niet op losse bladen ingeschreven moeten worden (Burgerlijk Wetboek, artt. 40-52, Strafwetboek, art. 263). Nader ingaand op de werkwijze in grote steden noemt hij de wettigheid ervan twijfelachtig. Volgens hem is er een wet nodig om die nieuwe werkwijze toe te staan als men meent dat ze beter beantwoordt aan de eisen van de moderne techniek.

De gemachtigde ambtenaar heeft aan de Raad van State verklaard dat de Regering die zaak niet uit het oog heeft verloren maar ze zou regelen in een afzonderlijk wetsontwerp betreffende de hervorming van de registers van de burgerlijke stand, terwijl het onderhavige ontwerp betrekking heeft op de akten. Toch moge worden opgemerkt dat het ontwerp-artikel 42 gedeeltelijk over de registers handelt : het bepaalt, en bevestigt daarmee de vroegere regel,dat de akten achter elkaar

.../...

zonder enig wit vak, in de registers worden ingeschreven; het ontwerp-artikel 43 is uitsluitend gewijd aan het houden van de registers.

Men kan zich dan ook afvragen of beide ontwerpen niet beter samengevoegd kunnen worden. Beide strekken ze tot wijziging van bepalingen van Titel II van het Burgerlijk Wetboek; worden ze niet samengevoegd, dan zullen de artikelen 42 en 43 andermaal gewijzigd moeten worden door het in 't vooruitzicht gestelde ontwerp.

Opschrift van hoofdstuk II boven artikel 55 van het Burgerlijk Wetboek.

In dit hoofdstuk, "Akten van geboorte", wordt onder artikel 62 ook gehandeld over de akten van erkenning. De wijziging van artikel 62 is een goede aanleiding om ook het opschrift te wijzigen, en dus de akten van erkenning erin te vermelden. De voorgestelde tekst voorziet daarin.

Nieuw artikel 55 van het Burgerlijk Wetboek.

In het laatste lid, dat handelt over de aangiften van geboorte, wordt gezegd : "De akte van geboorte wordt onverwijld opgemaakt". De huidige tekst van het Burgerlijk Wetboek, artikel 56, tweede lid, zegt dat de akte "dadelijk" wordt opgemaakt. De memorie van toelichting geeft geen verklaring omtrent die wijziging. De ontwerp-tekst lijkt een vrij algemeen gangbaar gevonden praktijk te bekrachtigen, namelijk dat de geboorteakte in blanco wordt getekend door de aangever, en eerst naderhand wordt geredigeerd. Die

.../...

praktijk is echter niet overeen te brengen met de definitie welke het Burgerlijk Wetboek in artikel 1317 van de authentieke akte geeft. Dan is er nog het nadeel, dat de ondertekenaar zich niet kan vergewissen of de akte volkomen in overeenstemming is met de gedane aangifte, en dat de ambtenaar die de akte redigeert zich toch altijd kan verschrijven. Het zou goed zijn dat de Regering haar zienswijze hieromtrent verduidelijkt in de memorie van toelichting. De opmerking geldt ook voor de akten van overlijden (nieuw artikel 77).

Nieuw artikel 57 van het Burgerlijk Wetboek.

Dit artikel heeft betrekking op de vermeldingen in de akte van geboorte en stelt onder meer : "is het huwelijk van de moeder sinds minder dan driehonderd dagen ontbonden, dan wordt in de akte ook de voornamen en de naam van de vroegere echtgenoot vermeld". Die bijzonderheid is onnodig aangezien hetzelfde artikel bepaalt, dat de naam van de vader moet worden vermeld en dat, als het kind minder dan driehonderd dagen na de ontbinding van het huwelijk geboren wordt, de vroegere echtgenoot de vader ervan is krachtens een wettelijk vermoeden.

Nieuw artikel 58 van het Burgerlijk Wetboek.

De in dit artikel aangebrachte wijziging is tweevoudig :

1. hij die een pasgeboren kind gevonden heeft, doet geen aangifte meer bij de ambtenaar van de burgerlijke stand maar bij de politieoverheid;
2. het kind hoeft niet meer aan de ambtenaar van de burgerlijke stand te worden vertoond.

.../...

De akte van geboorte wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand opgemaakt aan de hand van een omstandig rapport dat de politieoverheid hem toezendt.

Bij dit artikel zijn twee opmerkingen te maken :

1. Volgens de tekst moet de aangifte worden gedaan bij "de politieoverheid", hetgeen erop schijnt te wijzen dat het hier gaat om een bepaalde politieoverheid. Is dat zo, dan moet worden gezegd welke overheid. Anders leze men "een politieoverheid".

2. Aangezien het de ambtenaar van de burgerlijke stand is die voornamen en een naam aan het kind geeft, kan in het derde lid beter worden gelezen "de voornamen en de naam welke hij aan het kind geeft".

Nieuw artikel 62 van het Burgerlijk Wetboek.

In dit artikel, dat handelt over de akten van erkenning van natuurlijke kinderen, bepaalde het regeringsontwerp dat van de erkennende persoon moet worden vermeld of hij of zij ongehuwd, weduwe of weduwnaar, gescheiden of gehuwd is en eventueel op welke datum het huwelijk gesloten of ontbonden werd.

In de loop van het onderzoek van de tekst werd de gemachtigde van de Regering erop gewezen dat zodanige vermeldingen een overspelige afstamming aan het licht kunnen brengen; in zodanig geval zou melding moeten worden gemaakt van het vonnis dat tot erkenning van het kind machtigt, zodat de akte uit zichzelf het bewijs van haar wettigheid levert.

.../...

De gemachtigde ambtenaar vond de opmerking juist maar antwoordde dat de Regering die bijzonderheid opzettelijk achterwege heeft gelaten, overeenkomstig een internationale tendens om zulke vermeldingen uit discretie niet op te nemen in akten betreffende kinderen wier geboorte onregelmatig is. Een andere, door de gemachtigde ambtenaar in overweging gegeven oplossing zou zijn dat iedere andere vermelding dan die van de staat van ongehuwde achterwege blijft. In die regeling zou het eventueel zaak zijn van de met de controle belaste leden van het parket, de wettigheid van de erkenning te onderzoeken als die vermelding ontbreekt.

Hiertegen kan worden ingebracht dat de discretie verzekerd is door artikel 45 van het Burgerlijk Wetboek, krachtens hetwelk een eensluidend afschrift van de akte van geboorte alleen mag worden afgegeven aan openbare overheden, aan de betrokkene, zijn echtgenoot, zijn wettelijke vertegenwoordiger, zijn bloedverwanten in de opgaande of nederdalende lijn of zijn wettelijke erfgenamen, terwijl de andere personen slechts een uittreksel kunnen bekomen waarop de vermeldingen niet voorkomen. Bloedverwanten in de nederdalende lijn of erfgenamen kunnen er overigens belang bij hebben te beschikken over een volledige akte van erkenning, die hun in geval van betwisting opzoekingen kan besparen.

Regering en wetgever behoren uit te maken of het niet beter is dat de akte uit zichzelf het bewijs van haar wettigheid levert.

.../...

Nieuw artikel 66 van het Burgerlijk Wetboek.

De afschaffing van de voorafgaande aankondigingen zal voor de regeling inzake verzet tegen het huwelijk gevolgen meebrengen waarmede het regeringsontwerp niet ten volle rekening lijkt te houden.

De akte van afkondiging, voorgeschreven door artikel 1 van de wet van 26 december 1891 waarvan de opheffing wordt voorgesteld, moet de gemeente vermelden waar het huwelijk zal worden voltrokken. Volgens artikel 66, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek moet het verzet worden betekend "aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar, volgens de akte van afkondiging, het huwelijk zal worden voltrokken". Artikel 67 voorziet in een beknopte melding van het verzet in het register van de afkondigingen. Wel mag het huwelijk worden voltrokken door een andere dan de in de akte van afkondiging vermelde ambtenaar van de burgerlijke stand, met gelijke bevoegdheid. Dat staat met zoveel woorden in artikel 4, tweede lid, van de wet van 7 januari 1908, waaruit de ambtenaren van de burgerlijke stand de volgende praktijkregel hebben afgeleid : wanneer de aanstaande echtgenoten zich wenden tot een andere ambtenaar van de burgerlijke stand dan die van de in de akte van afkondiging vermelde gemeente, stelt eerstgenoemde zich met de tweede in verbinding om te vragen of hem geen verzet betekend is (ROLAND en WOUTERS, nr. 726).

Het Regeringsontwerp voorziet in de wijziging of opheffing van alle hiervoren besproken bepalingen. De enige regel die gehandhaafd blijft, ligt, enigszins gewijzigd, in artikel 66, eerste lid : het verzet moet worden betekend "aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente

.../...

waar het huwelijk zal worden voltrokken". Niet alleen wordt van dat verzet geen melding meer gemaakt in een register van afkondiging - het ontwerp schaft dit af - , ook in de akte van huwelijk zal het verzet niet worden vermeld. In de registers van de burgerlijke stand zal dus geen enkel spoor van het gedane verzet te vinden zijn : alleen het afschrift van het aan de ambtenaar van de burgerlijke stand overhandigde exploot, in voorkomend geval aan een andere ambtenaar doorgegeven, zal door hem worden gevoegd bij één van de registers, namelijk bij het exemplaar dat overeenkomstig artikel 44 van het Burgerlijk Wetboek op de griffie wordt neergelegd.

De ontworpen regeling levert nog een andere moeilijkheid op : hoe zal de opposant weten in welke gemeente "het huwelijk zal worden voltrokken" ? Volgens de bepaling welke het ontwerp in artikel 165 van het Burgerlijk Wetboek beoogt op te nemen, is de territoriale bevoegdheid voor het voltrekken van het huwelijk alternatief. Kan, zoals de gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd, met een tijdelijke verblijfplaats (bijvoorbeeld in een hotel) worden volstaan voor het bepalen van de territoriale bevoegdheid van de ambtenaar van de burgerlijke stand, dan kan de opposant onmogelijk weten, niet alleen waar het huwelijk "zal worden voltrokken" maar zelfs niet waar het wettig kan worden voltrokken. Die onzekerheid valt ook terug op de overzending van het exploot van verzet aan de ambtenaar van de burgerlijke stand tot wie de aanstaande echtgenoten zich in feite zullen wenden : thans geschiedt die verzending op initiatief

.../...

van die ambtenaar van de burgerlijke stand die uit de akte van afkondiging weet tot wie van zijn collega's hij zich moet richten.

In feite tonen die moeilijkheden aan dat verzet en afkondiging niet van elkaar los te maken zijn. In beginsel krijgen zij die verzet kunnen doen, dóór de afkondiging kennis van het voorgenomen huwelijk. Ook al bereiken die afkondigingen dat doel niet volkomen, ze maken het op zijn minst mogelijk uit te maken welke ambtenaar van de burgerlijke stand de aangiften van beletselen zal centraliseren.

*

* *

Bij de tekst van het ontwerp zijn hoe dan ook de volgende vormopmerkingen te maken :

Zoals in artikel 38 vervange men ook hier het woord "gemachtigde" door "vertegenwoordiger".

Het tweede lid kan beter als volgt worden gelezen :

"Het origineel wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand geviseerd".

Nieuw artikel 69 van het Burgerlijk Wetboek.

De tekst van het ontwerp bepaalt :

"De akte van verzet tegen het huwelijk en van opheffing van het verzet worden aan de akte van huwelijk gehecht".

Ter verantwoording van die bepaling wordt aangevoerd, dat het ontworpen artikel 76 niet meer zoals het huidige artikel 76 bepaalt dat in de akte van huwelijk melding wordt gemaakt van het eventueel verzet en van de opheffing ervan;

.../...

die vermelding blijft achterwege ter wille van de discretie, daar de akte van huwelijk in het openbaar wordt voorgelezen en het voor de familie pijnlijk kan zijn aan het verzet te worden herinnerd. Maar nu die documenten niet meer in de akte van huwelijk zullen worden vermeld, moeten er bewijzen blijven dat ze bestaan. Volgens de gemachtigde van de Regering zullen ze in feite berusten in het dossier dat, overeenkomstig artikel 44 van het Burgerlijk Wetboek, bij het einde van het jaar op de griffie van de rechtbank wordt neergelegd samen met het dubbel van de registers. Het artikel wil de aandacht vestigen op het bijzonder belang van die documenten en voorkomen dat ze na enige tijd worden vernietigd.

Het gevaar bestaat dat dit doel niet ten volle kan worden bereikt met die bepaling. Zoals in verband met artikel 66 is gezegd, zullen de registers van de burgerlijke stand geen enkel spoor van het gedane verzet bevatten; alleen het afschrift van het aan de ambtenaar van de burgerlijke stand afgegeven exploot zal bij een van de registers, namelijk bij het ter griffie neergelegde exemplaar worden gevoegd; in geval van verlies of vernietiging zal er geen enkel spoor van het verzet blijven.

Het gestelde doel kan beter als volgt worden bereikt : in de registers, na de akte van huwelijk, worden de akte van verzet en de beslissing tot opheffing - die dan niet zullen worden voorgelezen - overgeschreven; of nog eenvoudiger : in de akte van huwelijk behoudt men de vermelding van die documenten, maar ze blijft achterwege bij de voorlezing van de akte.

.../...

Nieuwe artikelen 73 en 74 van het Burgerlijk Wetboek.

Het zou logischer zijn de bepalingen van de ontworpen artikelen 73 en 74 in omgekeerde volgorde te geven en, daar ze zo nauw samenhangen, er één artikel van te maken. Dit kan dan als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 73.-

De toestemming van ouders, grootouders of voogd kan worden gegeven in de akte van huwelijk zelf of in een afzonderlijke authentieke akte, opgemaakt door een notaris of door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van het huwelijk, of door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de woonplaats of de verblijfplaats van degene die zijn toestemming moet geven.

De akte van toestemming bevat de voornamen, de naam, het beroep en de woonplaats van de aanstaande echtgenoten en van allen die bij de akte zijn verschenen, alsmede hun graad van bloedverwantschap met de aanstaande echtgenoten".

Nieuw artikel 75 van het Burgerlijk Wetboek.

Het zou in de rede liggen dat onder de bepalingen waarvan aan partijen kennis moet worden gegeven, ook wordt vernoemd artikel 203 van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de verbintenis van de echtgenoten om aan hun kinderen kost, onderhoud en opvoeding te verschaffen. Dat artikel staat niet in hoofdstuk VI waarnaar de tekst verwijst.

*

.../...

In overweging wordt gegeven dat aan de Koning bevoegdheid wordt verleend om van die bepalingen een samenvatting op te stellen, waarvan door de ambtenaar van de burgerlijke stand aan partijen kennis zal worden gegeven. De gemachtigde van de Regering heeft zijn instemming betuigd met dit voorstel, waarmede in de voorgestelde tekst rekening is gehouden.

*

De formulering, dat de ambtenaar van de burgerlijke stand "onverwijld" een akte opmaakt, behoeft eenzelfde opmerking als gemaakt is met betrekking tot artikel 55.

Nieuw artikel 76 van het Burgerlijk Wetboek.

Dit artikel, dat betrekking heeft op de vermeldingen in de akte van huwelijk, noemt ook de vermelding :

7° in voorkomend geval, dat er geen verzet is geweest .

De huidige tekst bepaalt :

"7° het verzet, indien er een geweest is ; de opheffing ervan, of de vermelding dat er geen verzet geweest is".

Op de bezwaren tegen de voorgestelde wijziging is reeds gewezen bij het onderzoek van het ontworpen artikel 69.

*

.../...

In de tekst onder 11° van het ontworpen artikel is er op twee plaatsen gemis van overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is deze laatste correct en moet in de eerste volzin van de Franse tekst "prénom" in plaats van "prénoms", in de tweede "aux tiers" en niet "au tiers" worden gelezen.

*

Die bepaling onder 11° is nieuw. Het huidige artikel 76 telt slechts tien nummers. In dat verband moge de Raad de aandacht van de Regering erop vestigen, dat het ontwerp van wet op de Belgische nationaliteit (Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1970-1971, nr. 915/1), in artikel 67, overeenkomstig een voorstel van de Raad van State, al een 11° wil toevoegen aan artikel 76.

Nieuw artikel 77 van het Burgerlijk Wetboek.

Bij het laatste lid dat bepaalt : "de overlijdensakte wordt onverwijld opgemaakt", is dezelfde opmerking te maken als bij de ontwerp-artikelen 55 en 75 van het Burgerlijk Wetboek.

.../...

Nieuw artikel 77bis van het Burgerlijk Wetboek.

De door de Regering voorgestelde tekst heeft betrekking op een aangelegenheid die thans geregeld is bij een keizerlijk decreet van 4 januari 1806 houdende interpretatie van artikel 55 van het Burgerlijk Wetboek, terwijl ook wordt voorzien in de opheffing van eerstgenoemde en in de wijziging van de tweede bepaling.

In zijn huidige versie, die op dat punt teruggaat tot het oorspronkelijke Wetboek, eist artikel 55 dat het kind aan de ambtenaar van de burgerlijke stand wordt vertoond. Zo kon deze zich vergewissen of de pasgeborene leefde. Die controle geschiedt thans door de geneesheer van de burgerlijke stand die meestal daartoe door de openbare ambtenaar wordt aangewezen.

De moeilijkheid die in 1806 aan de Regering werd voorgelegd was het geval dat het kind niet leefde op het tijdstip waarop het aan de ambtenaar van de burgerlijke stand werd vertoond. In dat geval, zo meende de Regering, was niet aangetoond dat een kind levend was geboren. De ambtenaar van de burgerlijke stand moest er zich dan toe beperken zijn bevindingen op te tekenen, namelijk dat hem een levenloos kind was vertoond. Ook werd besloten dat een zodanige akte in de registers van overlijden moest worden ingeschreven, zonder dat daarmee vooruitgelopen werd op de vraag of het kind al dan niet geleefd had.

.../...

Die onzekerheid zelf toont aan dat het decreet van 4 januari 1806 twee totaal verschillende gevallen bestrijkt :

1° het kind is doodgeboren, met andere woorden heeft nooit geleefd buiten de moederschoot ;

2° het kind is geboren en heeft enkele uren, misschien enkele tientallen uren geleefd, maar is overleden op het tijdstip van de vaststelling door de ambtenaar van de burgerlijke stand.

In deze tweede categorie van kinderen moet nog een verder onderscheid worden gemaakt, dat onder meer van belang is voor de toepassing van de artikelen 314 en 906, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek, naargelang het kind al dan niet levensvatbaar is geboren. Het gaat hier om een medische beoordeling, die niets uitstaande heeft met het redigeren van de akte van geboorte. Indien het niet levensvatbare kind levend vertoond is aan de ambtenaar van de burgerlijke stand, maakt deze een akte van geboorte, en enkele uren of dagen later een akte van overlijden op.

Andersom kan een levensvatbaar geboren kind in de eerste uren na zijn geboorte overlijden ; volgens het decreet van 1806 wordt geen akte van geboorte opgemaakt als het kind overleden is vooraleer het aan de ambtenaar van de burgerlijke stand is vertoond.

In de regeling van het decreet van 1806 bepaalt een zuiver toeval - namelijk het tijdstip waarop het kind aan de ambtenaar van de burgerlijke stand "wordt vertoond" (met andere woorden in feite wordt onderzocht door de geneesheer van de burgerlijke stand) - of voor dat kind al dan niet een akte van geboorte zal worden opgemaakt.

.../...

In de nieuwe tekst welke de Regering voor artikel 55 van het Burgerlijk Wetboek voorstelt, wordt de formaliteit van het vertonen van het kind aan de ambtenaar van de burgerlijke stand afgeschaft. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, ligt het niet in de bedoeling van de Regering de controle, verricht door de geneesheer die door de openbare ambtenaar is aangesteld, te legaliseren, wel die ambtenaar in de gelegenheid te stellen de geneesheren of gediplomeerde vroedvrouwen die bij de bevalling tegenwoordig zijn geweest en daarvan een getuigschrift afgeven, toe te laten. Getuigen van de geboorte betekent getuigen van de geboorte van een levend kind. Voor alle kinderen die enkele uren of zelfs minuten na hun geboorte komen te overlijden, moeten dus logischerwijs twee afzonderlijke akten, een van geboorte en een van overlijden worden opgemaakt. Het spreekt vanzelf dat het getuigschrift van de geboorte niet vooruitloopt op de vraag omtrent de levensvatbaarheid, die bij het redigeren van akten van de burgerlijke stand niet ter sprake mag komen.

Wat blijft nu nog de plaats van het door het decreet van 1806 geregelde geval in de visie van de Regering op artikel 55 van het Burgerlijk Wetboek ? Zoals onder de gelding van het huidige recht zal er naast de categorie doodgeboren kinderen een categorie blijven van kinderen die misschien geleefd hebben, zonder dat daarvan kennis is gegeven aan de ambtenaar van de burgerlijke stand. Wanneer echter een toegelaten geneesheer of toegelaten gediplomeerde vroedvrouw, die bij de bevalling aanwezig zijn geweest, verklaren dat het kind nooit geleefd heeft, moet daarvan dan geen aantekening worden gemaakt in de akte van de burgerlijke stand ? Twijfel zou alleen mogen blijven bestaan ten aanzien van kinderen die geen door de wet bevoegd verklaard persoon in leven heeft gezien.

.../...

In de ontwerp-bepaling voor het nieuwe artikel 77bis van het Burgerlijk Wetboek is het geval veel te uitvoerig beschreven en is er geen overeenstemming met de nieuwe redactie die voor artikel 55 wordt voorgesteld. Het woord "overleden" in het eerste lid schijnt erop te wijzen dat het kind bij de geboorte in leven was en gestorven is. Vervolgens hoeft niet gelet te worden op het tijdstip waarop de akte van geboorte is opgemaakt, maar alleen op het tijdstip waarop een door de ambtenaar van de burgerlijke stand erkend persoon, of die ambtenaar zelf, heeft kunnen vaststellen dat het kind dood was, zonder dat hij heeft kunnen vaststellen dat het geleefd heeft.

De Raad van State stelt derhalve voor, dat uit de nieuwe regeling voor de vaststelling van geboorten de logische gevolgtrekkingen worden gemaakt. Wanneer een persoon die de geneeskunst uitoefent en door de ambtenaar van de burgerlijke stand is toegelaten, kan getuigen, hetzij dat het kind levend geboren, hetzij dat het niet levend geboren is, moet in de registers van de burgerlijke stand een akte worden opgemaakt die aan een van die gevallen beantwoordt. Voor de al zeldzamer wordende gevallen dat geen enkel bevoegd persoon aan de ambtenaar van de burgerlijke stand kan verklaren dat hij het kind levend heeft gezien of dat het kind doodgeboren is, moet worden gewerkt met de regeling welke het decreet van 4 januari 1806 heeft ingevoerd.

.../...

Derhalve worden de volgende teksten voorgesteld :

"Artikel 77bis.- Wanneer een door de ambtenaar van de burgerlijke stand toegelaten geneesheer of toegelaten gediplomeerde vroedvrouw bevestigt dat de moeder bevallen is van een kind dat niet levend geboren is, maakt de ambtenaar van de burgerlijke stand een akte op waarin worden vermeld dag, uur en plaats van de bevalling, de voornamen van het kind indien er hem gegeven worden, alsook de in artikel 57 voorgeschreven gegevens betreffende de ouders.

De akte wordt opgemaakt in het register van de akten van overlijden en er wordt melding in gemaakt van het feit dat het kind niet levend geboren is.

Artikel 77ter.- Wanneer aan de ambtenaar van de burgerlijke stand aangifte wordt gedaan van een bevalling en hij niet kan nagaan of het kind al dan niet levend geboren is, vergewist hij zich dat het kind niet leeft en gedraagt hij zich hierbij overeenkomstig artikel 77, derde lid.

Hij maakt een akte op waarin worden vermeld dag, uur en plaats van de bevalling, de voornamen van het kind indien er hem gegeven worden, alsook de in artikel 57 voorgeschreven gegevens betreffende de ouders.

De akte wordt opgemaakt in het register van de akten van overlijden, zonder dat daaruit kan worden afgeleid of het kind al dan niet heeft geleefd".

.../...

Nieuw artikel 78 van het Burgerlijk Wetboek.

In het eerste lid kunnen de woorden "zoals in het vorige artikel is bepaald" gevoeglijk worden vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 77".

Het tweede lid bepaalt dat tot de teraardebestelling eerst vierentwintig uren na het overlijden mag worden overgegaan "behalve in de gevallen door de politieverordeningen bepaald". Voorgesteld wordt het woord "politieverordeningen" te vervangen door de woorden "wetten en verordeningen", die dan een verwijzing inhouden naar de wetten die in bepaalde gevallen een spoediger teraardebestelling mochten voorschrijven.

Nieuw artikel 79 van het Burgerlijk Wetboek.

Luidens dit artikel moet de akte van overlijden onder meer vermelden "de voornamen en de naam van de echtgenoot, indien de overledene gehuwd, weduwnaar of weduwe dan wel uit de echt gescheiden was en, in voorkomend geval, de voornamen, de naam van zijn vroegere echtgenoten".

Het huidige artikel 79 eist alleen vermelding van de voornamen en de naam van de echtgenoot, indien de overledene gehuwd ofwel weduwnaar of weduwe was, en bepaalt in het tweede lid dat de akte bovendien "voor zover men het weten kan, de voornamen, de naam, het beroep en de woonplaats van de ouders van de overledene" bevat.

.../...

Men kan zich afvragen of de eis, dat in de akte van overlijden melding wordt gemaakt van de naam van de vroegere echtgenoten, de ambtenaar van de burgerlijke stand niet gaat verplichten tot vaak moeizame en vruchteloze opzoekingen als het gaat om personen die verscheidene malen,en met name in het buitenland,gehuwd zijn. Het ware verkieslijk ook hier, zoals voor de ouders van de overledene, te bepalen dat de akte die vermeldingen moet bevatten "voor zover men het weten kan".

Voor dit artikel wordt derhalve de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 79.- De akte van overlijden bevat de voornamen, de naam, het beroep en de woonplaats van de aangever, de voornamen, de naam, het beroep, de woonplaats, plaats en datum van geboorte van de overledene, alsook, naar gelang van het geval, de voornamen en de naam van zijn echtgenoot of van zijn gewezen echtgenoot.

De akte bevat bovendien, voor zover men het weten kan, de plaats, de dag en het uur van het overlijden, de voornamen en de naam van de vroegere echtgenoten van de overledene alsook die van zijn ouders en, indien zij nog in leven zijn, hun beroep en woonplaats".

.../ ...

Nieuw artikel 80 van het Burgerlijk Wetboek.

De tekst zou nauwkeuriger zijn als de woorden "de oversten, bestuurders en beheerders" vervangen werden door "degenen die de leiding van de inrichting waarnemen".

*

Nieuw artikel 84 van het Burgerlijk Wetboek.

De Franse tekst is niet in overeenstemming met de Nederlandse. Hij moet worden aangevuld en kan bovendien beter als volgt worden geredigeerd :

"Article 84.-

En cas de décès dans un établissement pénitentiaire, un établissement de défense sociale ou un établissement d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat, il en est donné avis ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Nieuw artikel 85 van het Burgerlijk Wetboek.

Dit artikel kan beter als volgt beginnen :

"Artikel 85.-

In geval van gewelddadige dood, van tenuitvoerlegging van doodvonnissen, alsook in geval van overlijden in een van de in artikel 84 genoemde inrichtingen, worden deze omstandigheden in de registers niet vermeld en worden in de akte van overlijden eenvoudig de in artikel 79 voorgeschreven vermeldingen opgenomen".

.../...

Nieuw artikel 153 van het Burgerlijk Wetboek.

Het ontwerp wijzigt het eerste en het tweede lid van dit artikel, dat betrekking heeft op de akten van eerbied. Het artikel kan beknopter worden geredigeerd. Voorgesteld wordt :

"Artikel 153.-

De akte van eerbied wordt opgemaakt ofwel door een notaris, ofwel door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van het huwelijk of van de verblijfplaats van de aanstaande echtgenoot.

Van die akte wordt binnen acht dagen aan de vader of aan de moeder, naar gelang van het geval, kennis gegeven door de notaris of door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de woonplaats of van de verblijfplaats van de vader of van de moeder dan wel door diens gemachtigde. In het proces-verbaal van kennisgeving wordt melding gemaakt van het antwoord.

Met het oog op die kennisgeving moet de ambtenaar van de burgerlijke stand die de akte van eerbied opmaakt, in voorkomend geval onverwijld een voor eensluidend verklaard afschrift daarvan zenden aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de woonplaats of van de verblijfplaats van de vader of van de moeder.

De akte van eerbied ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Nieuw artikel 155bis van het Burgerlijk Wetboek.

De in artikel 155bis aan te brengen wijziging lijkt tot doel te hebben de bevoegdheid van de diplomatieke en consulaire ambtenaren uit te breiden tot de akten bedoeld in het ontwerp-artikel 74 van het Burgerlijk Wetboek, dat wil zeggen tot de akten van toestemming van de ascendenten in het huwelijk. Tot dusver verleende artikel 4 van de wet van 16 augustus 1887 hun die bevoegdheid alleen voor het huwelijk van behoeftigen.

Als dat werkelijk de bedoeling van het nieuwe artikel is kan men zich afvragen waarom de huidige formule van artikel 155bis : "diplomatieke ambtenaren, consuls en vice-consuls van België" vervangen wordt door de woorden "hoofd van een Belgische diplomatieke zending of consulaire post". Volgens de gemachtigde van de Regering is deze nieuwe formule gebruikt op raad van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, omdat ze beter beantwoordt aan de huidige organisatie van onze diplomatieke en consulaire vertegenwoordiging. De vraag kan echter worden gesteld of de wijziging niet zal worden geïnterpreteerd als een verandering van de bestaande regelen betreffende de ambtenaren die gemachtigd zijn om akten van de burgerlijke stand in het buitenland op te maken. Die regels zijn neergelegd in de wet van 12 juli 1931 betrekking hebbende op zekere akten van de burgerlijke stand, alsmede op de bevoegdheid der diplomatieke en consulaire ambtenaren inzake burgerlijke stand; artikel 4 daarvan regelt de uitoefening van het ambt van ambtenaar van de burgerlijke stand ingeval de titularis afwezig of verhinderd is. Indien, zoals waarschijnlijk is, de Regering die regelen niet wenst te wijzigen, zou dat in de memorie van toelichting moeten worden gezegd.

.../...

Artikel 156 van het Burgerlijk Wetboek staat thans open, zodat de nieuwe tekst op die plaats kan worden ingevoegd en artikel 155bis kan worden opgeheven.

Nieuw artikel 165 van het Burgerlijk Wetboek.

Het ontwerp herstelt artikel 165 van het Burgerlijk Wetboek in de volgende lezing : "Het huwelijk wordt in het openbaar voltrokken ten overstaan van de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar een van de aanstaande echtgenoten zijn woonplaats (of verblijfplaats) heeft".

Artikel 8 van de wet van 26 december 1891 bepaalt dat een van de aanstaande echtgenoten zijn woonplaats of zijn verblijfplaats in de gemeente moet hebben op de datum van de afkondiging en "in geval men van de afkondiging wordt ontslagen, op de dag der voltrekking van het huwelijk". Nu de afkondigingen worden afgeschaft, mag worden aangenomen dat men zijn woonplaats of verblijfplaats in de gemeente moet hebben de dag van de voltrekking van het huwelijk.

Daar de ontwerp-wet echter de wet van 26 december 1891 opheft, ware het nuttig dit in de memorie van toelichting te vermelden.

Nieuw artikel 171 van het Burgerlijk Wetboek.

Zoals dit artikel is geredigeerd lijkt het te verbieden dat de akte van huwelijk van een in het buitenland gehuwde Belg wordt overgeschreven vóór zijn terugkeer in België.

Volgens de gemachtigde ambtenaar bedoelt de Regering het niet zo. Derhalve schrappe men de woorden "na zijn

.../...

terugkeer in België"; duidelijkheidshalve voege men de woorden "in België" in na "woonplaats".

Nieuw artikel 176 van het Burgerlijk Wetboek.

Deze wijziging is ongetwijfeld ingegeven door de moeilijkheid om uit te maken waar het huwelijk zal worden voltrokken (zie hiervoren de opmerking over het ontwerpartikel 66 van het Burgerlijk Wetboek). Zij leidt echter tot een resultaat dat lijnrecht ingaat tegen dat wat de wetgever van 1804 heeft beoogd met de keuze van woonplaats op de plaats waar het huwelijk wordt voltrokken, namelijk, aldus De Page (deel I, nr. 638) te voorkomen dat de aanstaande echtgenoten ver van huis moeten gaan pleiten om opheffing van het verzet te verkrijgen.

In de regeling die de Regering voorstelt zou de opposant bepalen welke rechtbank bevoegd is om kennis te nemen van de vordering tot opheffing.

Derhalve lijkt het verkieslijk de keuze van woonplaats weg te laten en artikel 177 van het Burgerlijk Wetboek zo aan te vullen dat de aanstaande echtgenoten zich kunnen wenden tot de rechtbank van de plaats waar het huwelijk zal worden voltrokken, om opheffing van het verzet te verkrijgen.

Nieuw artikel 202bis van het Burgerlijk Wetboek.

Bij dit artikel zijn twee opmerkingen te maken :

.../...

1) Voor het geval dat een vonnis de nietigheid van het huwelijk uitspreekt, gaat het ontwerp uit van de rechtspleging inzake echtscheiding : het vonnis of het arrest heeft eerst gevolgen als het betekend is aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar het huwelijk voltrokken is, die dan tot taak heeft het in zijn registers over te schrijven.

Uit een oogpunt van de burgerlijke stand is het voorzeker nuttig dat in de akten het bewijs van de nietigverklaring van het huwelijk kan worden gevonden. De overschrijving van het vonnis maakt het mogelijk die nietigverklaring te vermelden op de kant van de vernietigde akte. Maar moet daarom, zoals in echtscheidingszaken, besloten worden dat het vonnis maar gevolgen heeft voor zover het overgeschreven is ?

Is een zodanige oplossing aanvaardbaar inzake echtscheiding, waar het vonnis voor de toekomst, op verzoek van een van de echtgenoten of van beiden, een einde maakt aan een regelmatig gesloten huwelijk, minder aanvaardbaar is zij voor een vonnis waarin wordt vastgesteld dat het huwelijk nietig is. Bij echtscheiding wensen de echtgenoten of wenst een van hen aan het huwelijk een einde te maken om redenen a posteriori, die niets uitstaande hebben met de huwelijksakte. Het is normaal dat de wetgever hun de gelegenheid geeft om van mening te veranderen en verder geen gebruik te maken van het vonnis dat de echtscheiding toewijst, door dat vonnis niet te doen overschrijven.

2) Het ontwerp zegt niet wie bevoegd zal zijn om het dictum van het vonnis te betekenen aan de ambtenaar van de burgerlijke stand; het stelt evenmin een termijn voor die betekening. Dat kan meebrengen dat over de werkelijke staat van de echtgenoten onzekerheid blijft bestaan. Zolang

.../...

het vonnis dat de nietigheid uitspreekt niet overgeschreven is, zal het immers geen gevolgen hebben en kunnen de belanghebbende partijen die onzekere toestand voor onbepaalde tijd laten aanslepen tot de dag dat een van hen beslist het dictum te doen overschrijven.

Een verdere moeilijkheid ligt hierin dat alleen een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing aanleiding kan geven tot de in het ontwerp bedoelde onverschrijving van het dictum. Het hangt echter van partijen af, namelijk door de betekening van de beslissing, waardoor de termijn van verzet (Ger. Wetb. artikel 1048) of de termijn van hoger beroep (Ger. Wetb. artikel 1051), ingaat, of die beslissing definitief wordt. Inzake nietigverklaring van het huwelijk kan de procureur des Konings, indien hij overeenkomstig artikel 193bis van het Burgerlijk Wetboek als tussenkomende partij is opgetreden, de beslissing ambtshalve betekenen en doen overschrijven.

Twee stelsels lijken hier mogelijk te zijn.

In het eerste zou de procureur des Konings worden gelast, ambtshalve de nodige betekeningen te verrichten opdat het vonnis van nietigheid in kracht van gewijsde kan gaan. Vervolgens zou het openbaar ministerie het dictum moeten doen overschrijven.

In het andere stelsel, waarin de rechten van partijen beter worden ontzien en het orgaan van het openbaar ministerie beter kan oordelen of optreden opportuun is, zou van de in kracht van gewijsde gegane beslissing kennis worden gegeven door de griffier van het gerecht waarvan ze uitgaat. Opdat de griffier kennis kan hebben van de betekeningen die de termijn voor het aanwenden van de rechtsmiddelen doen

.../...

ingaan, zou een bijzondere wetsbepaling moeten stellen dat, inzake nietigverklaring van het huwelijk, de exploten van betekening, op straffe van nietigheid, ter kennis moeten worden gebracht van de griffier van het gerecht dat de beslissing heeft gewezen.

Doordat de verplichting om de overschrijving te bevelen aan een orgaan van de rechterlijke macht wordt opgedragen, biedt zowel het ene als het andere stelsel de waarborg dat de overschrijving werkelijk zal geschieden, zonder dat het nodig is de werkzaamheid van het vonnis van nietigverklaring daarvan afhankelijk te maken. Die werkzaamheid zou verder door het gemeen recht worden beheerst : de beslissing zou volkomen uitwerking hebben zelfs in de zeer zeldzame gevallen dat de griffier (de procureur des Konings volgens het eerste geval) mocht hebben nagelaten het dictum van de beslissing aan de ambtenaar van de burgerlijke stand te doen toekomen. Hierbij komt nog dat de in het buitenland uitgesproken beslissingen tot nietigverklaring hoe dan ook in België erkend worden onder de voorwaarden van artikel 570 van het Gerechtelijk Wetboek, zonder dat de in het ontwerp-artikel 202bis bepaalde overschrijving daarop toepassing vindt.

Nieuw artikel 264 van het Strafwetboek.

De voorgestelde wijziging slaat alleen op het laatste lid van het artikel. Het ware verkieslijk het gehele artikel te herhalen opdat in het eerste lid de ondienstige term "op te nemen" kan worden vervangen door "te vermelden".

.../...

Nieuw artikel 362 van het Strafwetboek.

Gelet op de wijziging welke het ontwerp aanbrengt in artikel 58 van het Burgerlijk Wetboek, moeten de woorden "zoals bij artikel 58 van het Burgerlijk Wetboek is voorgeschreven" vervallen.

Nieuw artikel 1385 van het Gerechtelijk Wetboek.

Evenmin als in artikel 202bis van het Burgerlijk Wetboek zegt het ontwerp hier wie bevoegd is om het dictum van het vonnis tot verbetering aan de ambtenaar van de burgerlijke stand te betekenen en evenmin binnen welke termijn die betekening moet plaatshebben.

Ingeval de verbetering niet bevolen is op initiatief van de procureur des Konings, lijkt het wenselijk dat het openbaar ministerie ervoor zorgt dat de vonnissen van verbetering in kracht van gewijsde gaan en in de registers van de burgerlijke stand worden overgeschreven.

Opheffingsbepalingen.

In de tekst onder 1° van artikel 32 van het ontwerp komt het aan het decreet van 4 juli 1806 gegeven Nederlandse opschrift niet overeen met het officiële opschrift.

Slotopmerking.

Zoals de memorie van toelichting zegt, brengt het ontwerp zuiver redactionele wijzigingen aan in een aantal artikelen van de titels II en V van boek I van het Burgerlijk Wetboek.

.../...

Zodanige wijzigingen had men ook kunnen aanbrengen in andere, niet in het ontwerp betrokken bepalingen van die titels, ten einde ze bij de huidige rechtsterminologie aan te passen en verkeerde wendingen te verbeteren.

*

* *

VOORGESTELDE TEKST.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN EEN AANTAL BEPALINGEN BETREFFENDE AKTEN VAN DE BURGERLIJKE STAND.

Artikel 1.-

Artikel 34 van het Burgerlijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 34... (zie advies) ...".

Artikel 2.-

Artikel 37 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 januari 1908, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 37... (zie advies) ...".

Artikel 3.-

Artikel 38, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 38. De ambtenaar van de burgerlijke stand leest de akten voor aan de verschijnende partijen of aan hun vertegenwoordiger en, in voorkomend geval, aan de getuigen".

.../...

Artikel 4.-

Artikel 39 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 39. Deze akten worden getekend door de ambtenaar van de burgerlijke stand, door de verschijnende partijen en, in voorkomend geval, door de getuigen; of er wordt melding gemaakt van de oorzaak die de verschijnende partijen en de getuigen belet te tekenen".

Artikel 5.-

Artikel 42 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 42_... (zie advies) ...".

Artikel 6.-

Artikel 43 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 43_... (tekst van het ontwerp)...".

Artikel 7.-

In artikel 45 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, tweede lid, eerste volzin, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"...".

2° § 2, derde lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"...".

.../...

Artikel 8.-

Artikel 49 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 49 ... (tekst van het ontwerp) ...".

Artikel 9.-

Artikel 54 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Artikel 10.-

Het opschrift van hoofdstuk II van boek I van hetzelfde Wetboek wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Hoofdstuk II. Akten van geboorte en van erkenning".

Artikel 11.-

Artikel 55 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 23 december 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 55. De aangiften van geboorten worden binnen drie dagen na de dag van de bevalling, de zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen niet medegerekend, gedaan aan de ambtenaar van de burgerlijke stand".

Artikel 12.-

Artikel 56 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 56. De geboorte ... (voorts zoals in het tweede en het vierde lid van de door de Regering voor artikel 55 ontworpen tekst) ...".

.../...

Artikel 13.-

Artikel 57 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 57. (tekst van het regeringsontwerp maar onder weglating van de laatste volzin : "is het huwelijk van de moeder sinds ...)".

Artikel 14.-

Artikel 58 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 58 ... (zie advies) ...".

Artikel 15.-

Artikel 62 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 62 .. . (zie advies) ...".

Artikel 16.-

Artikel 66 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 januari 1908, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 66 ... (zie advies) ...".

Artikel 17.-

Artikel 67 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Artikel 18.-

Artikel 69 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 januari 1908, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 69 ... (zie advies) ...".

.../...

Artikel 19.-

Artikel 72bis, in hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 7 januari 1908, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 72bis. ... (tekst van het ontwerp) ...".

Artikel 20.-

Artikel 73 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 73 ... (zie advies) ...".

Artikel 21.-

Artikel 75 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 januari 1908, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 75 ... (zie advies) ...".

"De Koning formuleert de samenvatting van de bepalingen die aan de aanstaande echtgenoten moeten worden voorgelezen".

Artikel 22.-

Artikel 76 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 16 december 1851, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 76 ... (zie advies) ...".

Artikel 23.-

Artikel 77 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 77 ... (zie advies) ...".

.../...

Artikel 24.-

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 77bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 77bis ... (tekst voorgesteld in het advies) ...".

Artikel 25.-

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 77ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 77ter. ... (tekst voorgesteld in het advies) ...".

Artikel 26.-

Artikel 78 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 78 ... (zie advies) ...".

Artikel 27.-

Artikel 79 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 16 december 1851, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 79 ...

(eerste en tweede lid : tekst voorgesteld in het advies);

(derde en vierde lid : zoals in het huidige artikel 79, gewijzigd bij de wet van 16 december 1851, maar in het vierde lid vervange men de woorden "van de vorige paragraaf" door de woorden "van het derde lid)".

.../...

Artikel 28.-

Artikel 80 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 80... (zie advies) ...".

Artikel 29.-

Artikel 81 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 81... (tekst van het ontwerp) ...".

Artikel 30.-

Artikel 82 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 82. De officier ... (tekst van het ontwerp) ...".

Artikel 31.-

Artikel 84 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 84... (tekst voorgesteld in het advies) ...".

Artikel 32.-

Artikel 85 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 85... (tekst voorgesteld in het advies) ...".

Artikel 33.-

In hetzelfde Wetboek worden opgeheven :

1° artikel 94;

2° hoofdstuk VI van titel II van boek I.

.../...

Artikel 34.-

Artikel 153, eerste en tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 153 ... (tekst voorgesteld in het advies) ...".

Artikel 35.-

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 153bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 153bis. § 1. De stukken die nodig zijn voor het huwelijk van behoeftigen worden, op hun verzoek, aangevraagd en verzameld door toedoen van de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar partijen verklaard hebben te willen huwen. De uitgiften van die stukken kunnen, op verzoek van de ambtenaar van de burgerlijke stand, aangevraagd en toegezonden worden door de procureur des Konings.

§ 2. De procureur des Konings kan, in hetzelfde geval, ambtshalve handelen en alle aan de voltrekking van het huwelijk voorafgaande daden van onderzoek verrichten.

§ 3. Alle vonnissen tot verbetering of tot inschrijving van de akte van de burgerlijke stand, alle bekrachtigingen van akten van bekendheid en, in het algemeen, alle gerechtelijke handelingen of handelingen van rechtspleging die nodig zijn voor het huwelijk van behoeftigen, worden ambtshalve door het openbaar ministerie vervolgd en ten uitvoer gelegd".

Artikel 36.-

Opgeheven worden :

1° artikel 154 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 16 december 1922;

2° artikel 155bis, in hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 30 april 1896.

.../...

Artikel 37.-

Artikel 156 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 15 december 1949, wordt in de volgende tekst hersteld :

"Artikel 156 ... (zie de opmerking gemaakt bij het ontworpen artikel 155bis) ...".

Artikel 38.-

Artikel 165 van hetzelfde Wetboek opgeheven bij de wet van 26 december 1891, wordt in de volgende tekst hersteld :

"Artikel 165 ... (zie advies) ...".

Artikel 39.-

Artikel 170bis, in hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 12 juli 1931, wordt opgeheven.

Artikel 40.

Artikel 171 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 12 juli 1931, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 171 ... (zie advies) ...".

Artikel 41.-

Artikel 176 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 176 ... (zie advies) ...".

.../...

Artikel 42.-

In hoofdstuk IV van titel V van boek I van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 202bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 202bis. ... (zie advies) ...".

Artikel 43.-

In de eerste afdeling van hoofdstuk III van titel VII van boek I van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 333bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 333bis. Het bepaalde in artikel 153bis is van toepassing op de wettiging van natuurlijke kinderen van behoeftigen".

Artikel 44.-

Artikel 264 van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 15 juni 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 264. Met geldboete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank wordt gestraft de ambtenaar van de burgerlijke stand die :

1° ofwel nalaat in de akte van huwelijk de toestemming te vermelden of de akten van eerbied te vermelden welke door de wet zijn voorgeschreven;

2° ofwel het huwelijk voltrekt zonder zich van het bestaan van de onder 1° bedoelde toestemming of akten van eerbied te vergewissen;

3° ofwel een akte van huwelijk opmaakt in het geval van artikel 228 van het Burgerlijk Wetboek en vóór de termijn in dat artikel voorgeschreven;

.../...

4° ofwel het huwelijk voltrekt zonder het bewijs te vorderen dat de aanstaande echtgenoot aan de dienstplichtwetten heeft voldaan".

Artikel 45.-

Artikel 362, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 362 ... (tekst van het ontwerp maar met weglating van de woorden "zoals bij artikel 58 van het Burgerlijk Wetboek is voorgeschreven) ...".

Artikel 46.-

Artikel 1384, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1384 ... (tekst van het ontwerp) ...".

Artikel 47.-

Artikel 1385 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1385 ... (zie advies) ...".

Artikel 48.-

Artikel 30 van het ontwerp.

Artikel 49.-

Artikel 31 van het ontwerp.

.../...

Artikel 50.-

Artikel 32 van het ontwerp, maar onder 1° moet de Nederlandse tekst worden verbeterd en onder 3° moet worden toegevoegd : "gewijzigd bij artikel 12 van de wet van 12 juli 1931".

...

...

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. H. ROUSSEAU, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. ROUSSEAU, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.